

LE NÉOLIBÉRALISME
CONTRE
LA DÉMOCRATIE



Clés
pour les
débats d'aujourd'hui

1. INTRODUCTION

Nous entamons aujourd'hui une série de neuf conférences au cours desquelles nous nous proposons d'argumenter plusieurs idées :

- Le néolibéralisme a un problème avec la démocratie ; proposition complémentaire : la démocratie a un problème avec le néolibéralisme ;
- ce problème ne tient pas au premier chef aux tempéraments et aux caractères des personnes (même si, bien sûr, elles ont leur rôle) ;
- il ne tient pas non plus au premier chef aux configurations politiques ;
- il tient bien plus à la nature même du néolibéralisme, à sa genèse et au projet qu'il porte. On pourrait dire que le problème que le néolibéralisme a avec la démocratie tient à son projet fondateur et à son programme fondamental, pensé dès le début du XX^e, et constamment remis sur le métier depuis.

Pour ces conférences, nous allons officier à deux ! En ce qui me concerne, je vais présenter les thèses et les arguments. De son côté, Hugues Liese va présenter les citations qui viennent étayer ces thèses et arguments. Nous espérons que, de cette façon, nous pourrions susciter et maintenir votre attention en dépit de la densité d'information que nous allons proposer.

Partons de cette question : à quand remonte le problème entre le néolibéralisme et la démocratie ?

Une première réponse, -plutôt répandue, -est de situer l'origine du problème aux années qui ont vu se mettre concrètement en place le néolibéralisme, c'est-à-dire les années 1970-1980, avec Thatcher et Reagan. J'en suis d'accord, et, d'ailleurs, la toute dernière conférence du séminaire l'évoquera.

Mais, si je suis d'accord sur ce point de départ des années 1970-1980, je pense aussi que l'on peut envisager un autre point de départ.

En fait, le néolibéralisme est né deux fois ; il est né une première fois en théorie et une seconde fois en pratique :

• **Il est né en pratique** - sur une vaste échelle - au tournant des années 1970/1980, avec Reagan et Thatcher.

Pourquoi je précise « sur une vaste échelle » ? Parce que, dès après la 2^e Guerre mondiale, se met en place en RFA, sous la conduite de Ludwig Erhard, - et en éclaireur, -ce qui a été appelé « l'ordolibéralisme allemand », que Foucault a analysé dans ses cours au Collège de France à la fin des années 1970 (cf. mes conférences de 2019 et le résumé disponible sur le site des ADL).

• **Mais avant d’advenir en pratique, le néolibéralisme est né en théorie**, bien avant les années 1970/1980, un demi-siècle avant, dans les années 1920/1930, à l’occasion de la vaste critique du libéralisme qui s’est développée à l’époque, et au sein de laquelle on peut isoler trois moments particuliers :

- 1er moment : Le débat qui a opposé Lippmann et Dewey, en deux temps :
 - sur la démocratie dans les années 1920,
 - sur le libéralisme dans les années 1930.
- 2è moment : Le colloque « Lippmann » d’août 1938 à Paris.
- 3è moment : L’école de Fribourg (ou école de l’ordolibéralisme) animée par Walter Eucken en Allemagne dans les années 1930-1940.

Nous allons revenir sur tout cela.

Pourquoi ce décalage d’un demi-siècle ?

Il tient à trois séries d’événements qui vont s’enchaîner pendant plusieurs décennies, et rendre inopportun et/ou impertinent et/ou politiquement scabreux le déploiement des thèses néolibérales :

- 1) **En premier lieu**, quand émergent, dans les années 1930, les thèses qui seront rapidement qualifiées de néolibérales, elles ne sont déjà plus en situation, elles ne peuvent pas être mises en pratique, à cause de la Grande dépression ; le moment n’est pas à moins d’Etat, mais à plus d’Etat, en l’occurrence plus d’« Etat social de droit » (tel le New Deal de Roosevelt ; telle aussi l’expérience du Front populaire en France).
- 2) **En deuxième lieu**, il y a la 2è Guerre mondiale. Comme toutes les guerres, elle n’est pas propice non plus à moins d’Etat, mais, au contraire, à plus d’Etat. Mais, puisque je viens de prononcer

plusieurs fois le mot « Etat », il est peut-être judicieux de préciser un minimum de choses → Cf. encadré sur la notion d'Etat.

Sur la notion d'Etat

Les conceptions de l'Etat varient d'un auteur à l'autre,

- entre ceux qui en ont une conception hyper-minimaliste, de type Etat-« garde-frontières »,
- ceux qui en ont une conception « seulement » minimaliste parce qu'ils ajoutent à l'Etat-« garde-frontières » que je viens de nommer l'Etat régalien strict (Etat = armée+police+justice+diplomatie) et l'Etat-« Ponts et chaussées » (qui construit des canaux, des routes, des ponts, etc.) ;
- et ceux qui en ont une conception élargie à l'« Etat social de droit » (aussi appelé – à tort selon nous – « Etat-providence »).

Hayek et Friedman peuvent être rangés du côté de l'hyper-minimalisme (leur idéal) et du minimalisme strict (auquel ils se résignent non sans y mettre des conditions).

La seconde conception s'est imposée au moment du New Deal, sous l'égide de Roosevelt, et après la 2^e Guerre mondiale dans le cadre du « compromis fordiste » (expression que je définis dans un instant).

Lippmann, qui est keynésien, se situe entre les deux, proche de ce que sera, après la 2^e Guerre, la position « économie sociale de marché » de l'ordolibéralisme allemand (expression à définir également !).

Pendant la 2^e Guerre mondiale, on a vu l'Etat se saisir de nouvelles tâches, - d'organisation des productions de guerre en particulier (Etat-« chef d'équipe »), -qui ont souvent anticipé sur des évolutions d'après-Guerre vers un Etat social de droit.

« Compromis fordiste » (définition très rapide) :

Dans le compromis fordiste, les gains de productivité, au lieu d'être affectés à la hausse des profits (optique tayloriste), le sont soit à la baisse des prix, soit à la hausse des salaires, l'une et l'autre option étant réputées avoir comme effet d'accroître les ventes et, en fin de compte, d'accroître la rentabilité des entreprises.

Cette stratégie tirait les leçons à la fois de la crise des années 1930 et de l'émergence récente du « système socialiste étendu ».

Ordolibéralisme (définition très rapide) :

Système économico-politico-culturel où l'Etat est chargé de créer et de maintenir un cadre normatif comprenant 1) la liberté générale de circulation des biens et des personnes, 2) la concurrence libre et non faussée entre les entreprises, 3) le refus des politiques industrielles volontaristes et 4) l'indépendance de la Banque centrale (Bundesbank).

3) **En troisième lieu, enfin**, au sortir de la 2^e Guerre, le capitalisme est confronté à une situation nouvelle, avec l'émergence de ce qui a été appelé le « système socialiste étendu » ; et les dirigeants des pays occidentaux - surtout ceux de l'Europe - veulent absolument éviter que les peuples de leurs pays ne s'entichent de ce que l'on appelle le « régime communiste ». D'où la mise en sourdine, dans les pays occidentaux, du discours antidémocratique/anti-social, et ce qu'on a appelé le « compromis fordiste »¹, qui prévaudra jusque dans les années 1970, c'est-à-dire jusqu'à ce que le capitalisme se trouve en proie à une importante crise de profitabilité.

Ce décalage d'un demi-siècle a eu deux types d'effets ; d'une part, des effets sur la mise en pratique du néolibéralisme, et, d'autre part, des effets sur les représentations que l'on pouvait s'en faire :

- **Des effets sur la mise en pratique, d'une part**, parce que, des années 1930/1940 aux années 1970, la réflexion sur les évolutions à apporter au libéralisme/capitalisme – bien que ne pouvant déboucher (comme je viens de le dire) sur une mise en pratique pour des raisons géopolitiques impérieuses – cette réflexion a quand même continué. Il faut citer ici les formidables contributions de Friedrich Hayek et de Milton Friedman, relayées, prolongées et amplifiées par la Société du Mont Pèlerin. Disons tout de suite que le néolibéralisme des années 1930, à la faveur de ces réflexions continuées en coulisses, s'est trouvé

mâtiné d'une bonne dose d'ultralibéralisme, -et cela va se ressentir dans la mise en pratique des années 1970-1980.

•Le décalage d'un demi-siècle a aussi produit des effets sur les représentations des acteurs des années 1970-1980 ; on pourrait peut-être parler aussi, pour ces derniers, de « trouble perceptif ou cognitif » :

Quatre réflexions à cet égard :

1. 1^{ère} réflexion : pour les acteurs des années 1970-1980 le lien entre le néolibéralisme qu'ils voyaient se mettre en place sous leurs yeux et ses fondements théoriques d'avant-Guerre, élaborés par d'autres qu'eux, bien des décennies auparavant, a pu être perdu², et cela a pu donner l'impression aux acteurs des années 1970-1980 que les théoriciens de leur temps (Hayek, Friedman...) étaient des fondateurs, là où, en vérité, ils étaient tout autant des héritiers et des continuateurs ; et, en particulier, des héritiers et des continuateurs de Lippmann.

2. Cela nous conduit à une deuxième réflexion : trouve-t-on chez Lippmann, dans les années 1920-1930, des positions qui anticipent les positions « ultras » de Hayek et de Friedman dans les années 1970-1980 ? Disons qu'il n'y a pas consensus sur la réponse à apporter à cette question. Ce que l'on peut indiquer pour le moment c'est que cette incertitude n'est pas pour rien dans cette espèce d'indécidabilité qui frappe le couple de termes néolibéralisme-ultralibéralisme ; désignent-ils la même chose ou des choses différentes ? A lire la littérature, on reste bien souvent – il faut le dire - dans l'expectative.

² Le débat Lippmann-Dewey n'est thématiqué aux États-Unis que dans les années 1970.

3. 3^e réflexion : La difficulté a été redoublée par l'ordolibéralisme allemand, mis en œuvre à partir de 1948 en Allemagne fédérale, sous l'égide de Ludwig Erhard. L'habitude a été prise, en effet, de désigner par le terme "ordolibéralisme" tout à la fois l'école de Fribourg animée par Walter Eucken à partir du début des années 1930 et la politique menée par Ludwig Erhard (de 1948 à 1966). Or, Erhard s'écarte d'Eucken de deux façons. D'une part, en matière économique, il fait du "Eucken", certes, mais sérieusement mâtiné de "Bismarck" (Hayek le fera souvent remarquer, pour s'en désoler). D'autre part, sur le plan politique et socio-culturel, il est relativement plus démocratique et moins conservateur que Eucken. Erhard, au demeurant, parlait d'« **économie sociale de marché** » pour désigner ce qu'il faisait. En fait, il s'inscrivait dans le compromis fordiste de l'époque. Là encore, donc, il y avait un écart, -écart entre le théoricien Eucken et le praticien Erhard, -et une source possible de trouble cognitif.

4. Mais on peut envisager encore une quatrième et dernière source de "trouble perceptif/cognitif". On peut avancer l'idée que Hayek et Friedman, loin d'ajouter au néolibéralisme (de Lippmann), n'aient fait, tout simplement, qu'en exprimer les caractères essentiels, mais plus franchement et plus directement que Lippmann lui-même. Cela suggère un autre genre d'écart encore, entre Lippmann et Lippmann cette fois-ci ; c'est-à-dire entre un Lippmann « authentique » (ultra) et un Lippmann « affiché » (néo). Ce qui reviendrait à supposer que Lippmann, pour être audible dans le contexte de la crise des années 1930 et de son débat avec Dewey, n'aurait pas poussé ses thèses jusqu'au bout, qu'il aurait été plus ultra que ce qu'il

en donnait l'air, bref qu'il "en aurait gardé sous la pédale", et que Hayek et Friedman n'auraient fait, un demi-siècle après, que mettre au goût du jour un néolibéralisme lippmannien finalement plus « ultra » que « néo ». Cela reviendrait à dire que ce qu'on appelle « néolibéralisme » ne serait, finalement, qu'un (ultra)libéralisme de retour - enfin épanoui - après quelques décennies d'éclipse (de pénitence) pour cause de guerre froide.

Voilà quatre réflexions que peut suggérer l'écart entre les deux « naissances ». Elles montrent que les débats sur le néolibéralisme ne sont jamais simples. Il faut en être tout à fait conscient, et aborder la littérature sur le néolibéralisme avec ces idées en tête.

J'en viens maintenant à une première définition du néolibéralisme qui va commencer de nous rapprocher de notre problématique sur la démocratie. Et, pour cela, je reprends les termes de ma conférence de 2019 sur le néolibéralisme, où je faisais appel à Bourdieu. Vous vous souvenez peut-être comment Bourdieu définissait le néolibéralisme :

« un programme de destruction des structures collectives [qui sont] capables de faire obstacle à la logique du marché pur ».

Pourquoi cette définition nous rapproche-t-elle de notre problématique ? Parce qu'un tel programme - dont l'enjeu central est les structures collectives - ne peut se développer sans l'Etat et encore moins contre lui. Il doit forcément se développer AVEC lui.

L'Etat, dit Bourdieu, -que je citais en 2019, -participe à son propre évidemment et à sa propre subversion par les logiques néolibérales ; et, -disons-le, -plus les années passent, plus il y met du cœur.

Bourdieu distinguait à cet égard deux grandes facettes de l'action de l'Etat, ce qu'il appelait

« la main droite et la main gauche de l'Etat »

La main droite de l'Etat est celle qui assure l'évidement de l'Etat et qui organise les marchés/la concurrence "libre et non faussée". La main gauche est celle qui assure les fonctions collectives.

Le système, -et c'est ici que nous rencontrons une première fois la question démocratique, -valorise l'un ou l'autre aspect de l'action de l'Etat en fonction des circonstances et des rapports de forces.

Par ailleurs, on ne peut définir le néolibéralisme – spécialement dans sa relation avec la question démocratique - sans évoquer l'Europe. Celle-ci a été largement inspirée par l'ordolibéralisme allemand et elle a contribué à mettre hors de portée des citoyens toute une série de politiques publiques.

Cela se traduit, indique Grégoire Chamayou, par des politiques qui consistent à **« étirer, écarteler et faire en définitive éclater l'unité de la souveraineté territoriale classique »** et notamment à transférer **« vers le haut, à des instances fédérales, tout un pan des anciennes**

fonctions de l'appareil d'Etat ». Pour Grégoire Chamayou, « **la construction européenne fournit un cas d'école pour une étude plus fine de cette stratégie** ».

Ainsi que le dit Wendy Brown, dont je vais reparler, l'Europe a contribué à « **défaire le dèmos** », c'est-à-dire à évider non pas seulement l'Etat, mais aussi la démocratie ; et cela m'amène à la seconde occurrence de la question démocratique.

Notre projet, je le disais, est de mettre en lumière que le libéralisme a un problème avec la démocratie. Ce problème est sans aucun doute lié au fait que le néolibéralisme – du fait, notamment, de sa crise de rentabilité persistante - inspire (ne peut pas ne pas inspirer) des politiques foncièrement hostiles aux peuples, foncièrement inégalitaires, qui, -du coup, -font du cadre démocratique national une contrainte, une gêne.

Mais le problème se redouble si on envisage le néolibéralisme sous l'éclairage des conceptions de l'homme, de la société et de la démocratie elle-même à partir desquelles ces politiques sont menées ; on s'aperçoit alors que ces conceptions sont foncièrement conservatrices et antidémocratiques. Les deux aspects sont évidemment intimement liés car le système a besoin d'une idéologie pour légitimer sa domination, et il a fini par produire cette idéologie.

Il est d'usage, en la matière, de pointer les conceptions fondamentalement antidémocratiques de Friedrich Hayek. C'est un

fait incontestable, là aussi, et notre parcours passera bien par Hayek. J'ai d'ailleurs déjà rapidement mentionné les positions de Hayek sur l'homme et la démocratie en 2019.

Par exemple, Hayek, de retour du Chili, déclare au Times, le 3 août 1978 : **« Je n'ai trouvé personne, dans ce Chili tant vilipendé, qui ne fut pas d'accord pour dire que la liberté personnelle est beaucoup plus grande sous Pinochet qu'elle ne l'était sous Allende ».**

Ou bien encore, cette déclaration au journal El Mercurio, lors de sa seconde visite au Chili, en avril 1981 : **« Eh bien, je dirais que, en tant qu'institution à long terme, je suis totalement contre les dictatures. Mais une dictature peut être un système nécessaire pendant une période de transition. Il est parfois nécessaire pour un pays d'avoir, pendant un certain temps, une forme de pouvoir dictatorial. Comme vous le comprendrez, il est possible pour un dictateur de gouverner de manière libérale. Et il est également possible qu'une démocratie gouverne avec un manque total de libéralisme. Personnellement, je préfère un dictateur libéral à un gouvernement démocratique sans libéralisme (...) ».**

Je vais revenir sur tout cela, et de manière plus précise et complète qu'en 2019.

Mais Hayek, sur la démocratie, n'est pas la seule source possible. Certes, il occupe le haut du pavé, mais il est juste de mentionner aussi l'apport de Lippmann, qui est aujourd'hui bien moins connu que Hayek, mais qui a joué un grand rôle, pendant toutes les années 1920-1930, dans la redéfinition du libéralisme.

Notre parcours passera donc à la fois par Lippmann, par l'ordolibéralisme et par Hayek :

Nous avons retenu quatre étapes significatives :

- En premier lieu, le « débat Lippmann-Dewey »³ des années 1920/1930, qui voit deux grands intellectuels rompre des lances sur la question de la démocratie d'abord (années 1920), puis sur celle de l'avenir du libéralisme (années 1930). Je n'évoquerai que le débat sur la démocratie.
- En deuxième lieu, le « Colloque Lippmann » d'août 1938 à Paris, qui a vu vingt six intellectuels débattre autour d'un livre que Lippmann venait de publier, **La cité libre**.
- En troisième lieu, l'ordolibéralisme allemand.
- Et, enfin, Hayek. Le « Pape », l'« ultra », le « boss ».

³ Ainsi dénommé, aux États-Unis, dans les années 1970 seulement, car, au moment où il s'est déroulé, ce débat est passé relativement inaperçu.

Nous allons aussi vous proposer une réflexion sur ce que l'on peut entendre par « démocratie ». De quoi parle-t-on que nous utilisons ce vocable de démocratie ?

Nous effectuerons aussi une plongée dans la situation italienne, dont la démocratie, -tout comme la nôtre, -est en crise.

Nous ouvrirons également des perspectives, avec le thème de la VI^e République.

Pour conclure, nous rappèlerons à quelles pratiques la théorie /doctrine néolibérale a donné lieu depuis les années 1970, c'est-à-dire à quelles actions concrètes nous avons assisté au nom du néolibéralisme depuis un demi-siècle. Ce sera une façon d'en brosser le portrait, un portrait "en pied", on pourrait dire aussi un portrait stylisé, qui essaiera d'intégrer aussi bien les aspects théoriques et pratiques, qu'idéologiques et politiques.

Une dernière précision : le projet de ce séminaire n'est pas de passer en revue l'ensemble de la vaste littérature pour ou contre le libéralisme et le néolibéralisme, mais de se concentrer sur le travail de quelques grands « intellectuels organiques » du néolibéralisme, des gens proches des milieux d'affaires, souhaitant **préserver** le système capitaliste, et dont les idées ont été prises en compte par les milieux libéraux, souvent de manière très revendiquée d'ailleurs.

Nous proposons, en quelque sorte, une incursion dans les "cuisines" du néolibéralisme et une fréquentation de ses "chefs les plus étoilés". Notre espoir et notre ambition sont de contribuer ainsi

à fournir des moyens de compréhension de notre monde, à la fois sur le plan de la théorie et sur celui de la pratique ; à la fois aussi sur le plan des grandes politiques de société et sur celui des conceptions de l'individu dans le monde néolibéral.

Au-delà de la conférence d'aujourd'hui, notre programme va donc être le suivant :

24 nov	Conférence introductive	Daniel Amédro Hugues Liese
1 ^{er} déc	La question de la démocratie réelle	Dominique Bendo Soupou
8 déc	Le débat Lippmann-Dewey	Daniel Amédro Hugues Liese
15 déc	Le colloque Lippmann	Daniel Amédro Hugues Liese
5 janv	L'ordolibéralisme	Daniel Amédro Hugues Liese
12 janv	Friedrich Hayek	Daniel Amédro Hugues Liese
19 janv	La démocratie italienne en crise	Maria Donzelli
26 janv	La VI^e République	Robert Charvin
2 fév	« Cette fois, en finir avec la démocratie... »	Daniel Amédro Hugues Liese